

Nations Unies
**ASSEMBLEE
GENERALE**

DIXIEME SESSION
Documents officiels



SIXIEME COMMISSION, 461^e
SEANCE

Mardi 22 novembre 1955,
à 11 heures

New-York

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Point 53 de l'ordre du jour:	
Question du maintien en fonctions du Tribunal des Nations Unies en Libye: rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	87
Point 52 de l'ordre du jour:	
Procédure arbitrale: observations des gouvernements concernant le projet sur la procédure arbitrale établi par la Commission du droit international	87

Président: M. Manfred LACHS (Pologne).

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Question du maintien en fonctions du Tribunal des Nations Unies en Libye: rapport du Secrétaire général (A/2983, A/C.6/L.348, A/C.6/L.352, A/C.6/L.354, A/C.6/L.362) [*suite*]

DISCUSSION GÉNÉRALE (*suite*)

1. M. FEKINI (Royaume-Uni de Libye) tient à affirmer une fois de plus que le jeune Etat souverain de Libye est soucieux de régler dans un esprit d'amitié et de compréhension ses rapports avec toutes les nations pacifiques, et particulièrement avec l'Italie. Candidat depuis la proclamation de son indépendance à l'admission comme Membre de l'Organisation des Nations Unies, la Libye a déjà pris l'engagement formel de respecter toutes les obligations de la Charte. Dans cet esprit, elle se déclare entièrement disposée à soumettre les conflits juridiques auxquels elle serait partie à la Cour internationale de Justice, dont elle estime que la compétence doit être dûment respectée et renforcée. Elle pense, ce faisant, servir l'intérêt commun et créer le climat favorable à la conclusion rapide des accords prévus entre elle et l'Italie.

2. Dans la déclaration qu'il a faite à la 460^{ème} séance, le représentant de l'Italie a affirmé qu'il serait souhaitable d'arriver à une solution de compromis mutuellement acceptable. Il a exprimé le désir de voir maintenir une garantie judiciaire en attendant la conclusion des accords envisagés.

3. Le représentant de la Libye rend hommage à l'esprit de conciliation qui anime le Gouvernement italien. A son avis, deux solutions sont possibles, qui toutes deux tiendraient compte, d'une part de ce désir du Gouvernement italien, d'autre part de la conviction du Gouvernement libyen, persuadé que la conclusion des accords est imminente et que de nouveaux conflits juridiques entre les parties sont peu probables.

4. La première solution serait la possibilité d'un recours à la Cour internationale de Justice. La seconde serait le recours à tout autre moyen de règlement pacifique prévu par la Charte des Nations Unies, notamment l'arbitrage aux frais des deux parties. Pour renforcer les garanties qu'offre cette procédure, le compromis éventuel pourrait attribuer à l'organe arbitral à

constituer le même mandat et la même compétence que ceux qui sont prévus à l'article X de la résolution 388 A (V) de l'Assemblée générale.

5. Il va de soi que le Gouvernement libyen n'accepte l'une ou l'autre de ces solutions que si elles sont destinées à assurer le remplacement immédiat du Tribunal des Nations Unies. Il conviendrait aussi de fixer un délai — le 30 juin 1956, par exemple — pour la présentation des questions litigieuses. Tout en estimant ce délai essentiel pour le règlement définitif de la situation dans son ensemble, le Gouvernement libyen serait disposé à y renoncer si cela était nécessaire.

6. L'adoption de l'une des deux solutions envisagées permettrait d'éliminer le dernier obstacle qui pourrait entraver la normalisation complète des rapports entre la Libye et l'Italie.

7. M. CASARDI (Italie) déclare que le Gouvernement italien étudie actuellement, dans un esprit de sincère coopération, la deuxième solution proposée par le représentant de la Libye. Il tient à dire immédiatement qu'il ne pense pas que la fixation d'un délai pour la présentation des affaires soit acceptable. M. Casardi compte recevoir incessamment des instructions définitives de son gouvernement.

8. Le **PRESIDENT**, constatant que la conclusion d'un accord direct entre l'Italie et la Libye est possible, propose de suspendre l'examen du point 53 de l'ordre du jour jusqu'au moment où l'observateur de l'Italie sera en mesure de faire connaître le point de vue de son gouvernement.

Il en est ainsi décidé.

M. Casardi, observateur de l'Italie, et M. Fekini, observateur du Royaume-Uni de Libye, se retirent.

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Procédure arbitrale: observations des gouvernements concernant le projet sur la procédure arbitrale établi par la Commission du droit international (A/2456 [par. 57], A/2899 et Corr.1 et A/2899/Add.1 et 2, A/CN.4/92*)

DISCUSSION GÉNÉRALE

9. Le **PRESIDENT** fait l'historique de l'examen de la question de la procédure arbitrale par la Commission du droit international, par la Sixième Commission et par certains gouvernements. Il propose d'ouvrir un débat général sur l'ensemble de la question.

10. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) énumère les documents dont la Commission est saisie et en dégage les principales caractéristiques.

11. De l'avis de M. PEREZ PEROZO (Venezuela), la Commission ne devrait pas consacrer beaucoup de temps à l'examen de cette question, car les seuls éléments nouveaux sont les observations présentées par

* Document non publié en français à la date de parution du présent compte rendu.

quelques gouvernements depuis l'étude approfondie à laquelle la Commission s'est livrée à la huitième session de l'Assemblée générale.

12. Au cours des débats de 1953, presque tous les articles du projet de convention préparé par la Commission du droit international ont fait l'objet de critiques. On a dit, notamment, que le projet confondait les notions d'arbitrage et de justice internationale, et qu'en outre il détruisait le principe de la souplesse de la procédure d'arbitrage et portait atteinte à la souveraineté des Etats. Ces objections, ou certaines d'entre elles, se retrouvent d'ailleurs dans le paragraphe 28 du rapport de la Commission du droit international sur sa cinquième session (A/2456) et dans les observations des gouvernements.

13. Il est donc certain que le texte actuel du projet appelle de profonds remaniements. Mais est-il utile de procéder à une révision aussi ample, qui ne pourrait qu'aboutir à un retour à la conception classique, à l'application de règles parfaitement connues?

14. Au paragraphe 18 de son rapport (A/2456), la Commission du droit international reconnaît qu'elle est sortie, à certains égards, du cadre du droit actuellement en vigueur. Chercher à moderniser la procédure arbitrale est peut-être une entreprise louable. Mais il faut avant tout se demander jusqu'à quel point les Etats sont disposés à aller dans cette voie.

15. La délégation du Venezuela ne peut accepter le projet sous sa forme actuelle. En dehors des critiques déjà formulées, elle lui reproche d'être muet sur certaines questions très importantes, notamment sur l'influence qu'aurait son adoption sur des obligations existantes, telles que celles assumées entre eux par les Etats américains, et sur l'admissibilité des réserves. M. Pérez Perozo rappelle à ce sujet que lors de la huitième session, M. François, alors président de la Commission du droit international, a déclaré à la Sixième Commission (387^{ème} séance) que les réserves ne devraient pas être admissibles.

16. Examinant les solutions de procédure entre lesquelles la Commission pourrait opter, le représentant du Venezuela en écarte plusieurs: celle d'un examen détaillé, par la Commission, des articles du projet, comme trop compliquée et trop longue; celle d'un nouveau renvoi à la Commission du droit international, parce qu'il estime que celle-ci a dit son dernier mot sur la question; celle de la convocation d'une conférence de plénipotentiaires, en raison du peu d'intérêt manifesté par les gouvernements et du fait qu'il faudrait au préalable consulter ces gouvernements sur l'opportunité d'une telle convocation; celle de la constitution d'un comité spécial, parce que, dans le cas présent, les débats de ce comité feraient double emploi.

17. Il est une dernière solution que la délégation du Venezuela pourrait, le cas échéant, accepter: l'Assemblée générale prendrait acte, en exprimant sa reconnaissance pour le travail accompli, du projet établi par la Commission du droit international, considéré comme un pas important vers l'institution d'une procédure d'arbitrage plus efficace. En même temps, l'Assemblée transmettrait aux Etats le texte du projet, avec les observations des gouvernements et les comptes rendus des débats de la Sixième Commission, en les invitant à y choisir les dispositions qu'ils jugeraient satisfaisantes et à s'en servir comme modèles lors de la conclusion de conventions d'arbitrage. Le projet resterait ainsi une œuvre de valeur, digne d'être prise en considération à un stade plus avancé de la collaboration internationale;

il pourrait de plus être utile, sous la forme indiquée, aux Etats qui en approuveraient entièrement ou partiellement le contenu.

18. M. ROBINSON (Israël) rappelle qu'à la huitième session de l'Assemblée générale, la Sixième Commission avait été saisie d'un projet de convention sur la procédure arbitrale et qu'elle avait décidé de le soumettre aux gouvernements pour leur permettre de présenter à nouveau leurs observations. A l'heure actuelle, 17 gouvernements ont présenté des observations par écrit (A/2456, annexe I, et A/2899 et Add.1 et 2). Trente et une délégations ont fait connaître leurs vues sur le projet de la Commission du droit international au cours des débats qui ont eu lieu à la Sixième Commission en 1953. Il n'y a qu'un petit nombre de délégations qui se soient alors prononcées pour ou contre le projet, mais les représentants ont, dans l'ensemble, manifesté peu d'enthousiasme pour le projet préparé par la Commission du droit international.

19. Une analyse minutieuse des observations présentées par écrit ou oralement permet de répartir les Etats Membres en quatre groupes, selon l'attitude qu'ils adoptent à l'égard du projet.

20. Il y a tout d'abord un petit nombre d'Etats disposés à accepter le texte à peu près dans la forme sous laquelle il se présente. Le deuxième groupe comprend les Etats qui sont disposés à accepter le projet sous réserve de certaines modifications de forme, mais sans en modifier les principes essentiels. Quarante amendements en ce sens ont été proposés.

21. Les Etats que l'on peut ranger dans le troisième groupe acceptent les principes fondamentaux du projet, mais voudraient en limiter l'application, *ratione personae*, aux différends entre Etats et, *ratione materiae*, aux différends justiciables. Certains Etats ont indiqué que les questions relevant de la juridiction interne devraient être expressément exclues, et que l'engagement d'arbitrage devrait être facultatif et ne viser que les différends éventuels. Le Rapporteur spécial et la Commission du droit international entendaient au contraire donner au projet force rétroactive, par analogie sans doute avec la pratique, établie en droit interne, de la rétroactivité des lois de procédure. On peut également ranger dans ce groupe les Etats qui acceptent le projet dans ses grandes lignes, mais hésitent à admettre que la sentence ne soit pas définitive, ou qui, tout en acceptant que la Cour internationale de Justice se substitue, en cas de besoin, à l'autonomie de la volonté des parties, ne peuvent admettre que la Cour statue au fond.

22. Avant de pouvoir être transformé en convention, le projet actuel devra être complété par un préambule et des clauses finales. Il conviendrait sur ce dernier point d'attacher une importance particulière à la question des réserves, à la question des déclarations faites par des Etats non membres conformément à la résolution du Conseil de sécurité en date du 15 octobre 1946¹, à la question des liens entre le projet actuel et les traités bilatéraux ou multilatéraux d'arbitrage international, et à la clause de réciprocité.

23. Les Etats que l'on peut ranger dans le quatrième groupe s'opposent aux principes mêmes qui sont à la base du projet; ils ne peuvent en particulier admettre que l'autonomie de la volonté des parties se trouve en fait éliminée et que la Cour internationale de Justice, ou son président, se voient confier des attributions de portée très vaste.

¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, deuxième session, Supplément No 2, par. 1225 et suiv.

24. Avant de se prononcer sur l'avenir du projet, la Sixième Commission devra examiner deux questions de fond. La première a trait à la nature même du projet. On a fait valoir que le nouveau projet de convention est un instrument ne permettant aucune échappatoire, ce qui signifie que lorsque la convention sera acceptée, il sera impossible de se soustraire à l'obligation de recourir à l'arbitrage, comme le cas s'était produit dans l'affaire des optants hongrois, pendant les années qui suivirent 1930, ou dans celle des droits de l'homme, à l'occasion de l'exécution des traités de paix de 1945. Cet argument ne s'appuie qu'en partie sur le fait que le projet confère au tribunal arbitral des pouvoirs élargis. M. Robinson mentionne à cet égard les dispositions des articles 5, 7, 8, 10, 11, 12, 16 et 23, qui ont été insérés dans le projet à cet effet. L'efficacité de ces dispositions n'est pas douteuse, mais la caractéristique essentielle du projet est de substituer, à l'autonomie de la volonté des parties, des décisions prises par le président de la Cour internationale de Justice ou par la Cour elle-même, qui se voient attribuer des fonctions judiciaires et extra-judiciaires. Ce projet ne sera donc entièrement efficace que si la Cour internationale de Justice ou son président se sentent formellement tenus d'accepter la compétence que le projet leur attribue. Rien n'indique que la Cour ait été consultée à ce sujet, et il est fort probable que la Cour n'aurait pas donné suite à une demande en ce sens.

25. Le projet confère à la Cour de nombreuses attributions. Elle peut, dans certaines conditions, décider de l'arbitrabilité d'un différend, à la requête de l'une des parties (art. 2, par. 1), et prescrire dans sa décision des mesures provisoires (art. 2, par. 2). Elle peut se prononcer sur la récusation, s'il s'agit d'un arbitre unique, à la requête de l'une des parties (art. 8, par. 2). Un différend concernant l'interprétation et la portée de la sentence rendue par un tribunal arbitral peut, dans certains cas, être porté devant la Cour à la demande de l'une des parties (art. 28, par. 2). Une demande en révision peut également être portée par l'une des parties devant la Cour, ce qui suppose que la Cour peut se prononcer sur le fond (art. 29, par. 4). Sur la demande de l'une des parties, la Cour peut prononcer la nullité d'une sentence et décider si la demande de nullité est suspensive (art. 31). Il semble difficile d'affirmer que la compétence ainsi attribuée à la Cour s'inscrit dans le cadre des dispositions du chapitre II de son statut ou que la procédure prévue au titre II de son règlement est applicable aux six cas précités. M. Robinson cite à cet égard diverses dispositions du statut et du règlement et se demande si elles peuvent être appliquées automatiquement aux articles du projet. Tant que ces six dispositions du projet n'auront pas fait l'objet d'un examen de la part de la Cour, il sera impossible de l'affirmer.

26. Le représentant d'Israël rappelle d'autre part qu'aux termes du projet de convention, le Président de la Cour internationale de Justice est habilité à désigner, dans certains cas, les membres du tribunal à la requête de l'une des parties, à fixer dans certaines conditions la composition du tribunal arbitral, et à pourvoir à une vacance si l'arbitre se déporte sans l'assentiment du tribunal. L'usage veut que le Président de la Cour soit consulté lorsqu'il est question de lui conférer certaines attributions en vertu de traités internationaux. Rien n'indique cependant que la Commission du droit international ait consulté la Cour. Il est assez surprenant que le projet ne prévoie pas le cas où la Cour, ou son président, déclareraient qu'ils ne peuvent se pro-

noncer à ce sujet ou qu'il leur est impossible d'assumer des fonctions extrajudiciaires, alors que l'éventualité se trouve prévue, par exemple, aux articles XXXIV et XXXV du Traité américain de règlement pacifique (Pacte de Bogota).

27. La Sixième Commission devra se demander en second lieu si le projet est de nature à favoriser le recours à l'arbitrage international, comme l'implique l'Article 33 de la Charte des Nations Unies ou comme le prescrit la résolution 171 C (II), par. 2, de l'Assemblée générale. Il semble impossible de parvenir à une conclusion définitive sur ce point, mais il n'est nullement exclu que le projet aboutisse au résultat inverse. La Commission du droit international a voulu assurer l'efficacité des procédures arbitrales. Soucieuse d'atteindre ce but, elle n'a pas envisagé d'autres mesures, moins radicales certes, mais qui auraient plus de chances d'être appliquées.

28. Après avoir examiné ces deux questions, la Sixième Commission pourra prendre une décision en toute connaissance de cause. Il serait tout à fait inutile de consulter les gouvernements une troisième fois, si l'on en juge par le nombre des observations présentées lors de la deuxième consultation. Il est peu souhaitable, d'autre part, que la Sixième Commission examine le projet de convention article par article, car l'expérience a montré que cette méthode est longue et même dangereuse.

29. La délégation d'Israël regrette de ne pouvoir appuyer la recommandation formulée par la Commission du droit international à sa cinquième session, à savoir que l'Assemblée générale recommande le projet aux Etats Membres en vue de la conclusion d'une convention sur la procédure arbitrale (A/2456, par. 55). Les Etats hésiteront à s'engager à l'avance à appliquer cette procédure arbitrale, chaque fois qu'un arbitrage sera institué en vue de résoudre un différend entre deux Etats, sans connaître la nature ou la portée du différend ou l'identité de l'autre partie. Le fait que quatre Etats seulement aient ratifié l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux, révisé en 1949, est suffisamment significatif à cet égard. Il convient également de rappeler que l'unanimité n'a pu se faire à la Commission du droit international : à la cinquième session de la commission, deux de ses membres ont voté contre l'ensemble du projet, un troisième votant contre certaines parties de ce texte. Il ne fait aucun doute que l'ensemble du projet ou certaines de ses dispositions feraient également l'objet d'un grand nombre de critiques, s'il était soumis aux gouvernements pour adoption. Au lieu d'avoir un texte homogène dont ils pourraient s'inspirer pour assumer certaines obligations d'arbitrage dans le cadre d'un accord bilatéral ou régional, les gouvernements ne disposeraient, avec le système de la convention, que d'un texte composite, qui ne présenterait pas l'avantage d'être accepté de façon générale.

30. Il semblerait de même inopportun de convoquer une conférence internationale en vue de l'adoption de cette convention, et une résolution par laquelle l'Assemblée générale adopterait ce projet à une faible majorité ne pourrait qu'en affaiblir la portée.

31. Il serait par contre souhaitable de renvoyer le projet à la Commission du droit international, qui, en s'inspirant des débats de la Sixième Commission et des amendements proposés, pourrait y apporter certaines améliorations.

32. Le Secrétariat devrait être également prié de préparer un commentaire différent de celui qu'il a déjà soumis à l'Assemblée générale (A/CN.4/92). Ce dernier fait un historique de chacun des articles en se fondant sur les tentatives antérieures de codification de la procédure arbitrale et en justifiant les innovations de la Commission du droit international. Sa valeur est indiscutable, mais il est difficile de le considérer comme un exposé des motifs de la version définitive adoptée par la Commission du droit international. Le Secrétariat devrait, dans le nouveau commentaire, attacher une attention particulière aux objections formulées par les gouvernements ou par les représentants au sujet de tel ou tel article, ainsi qu'aux raisons qui ont amené la Commission du droit international à conserver le texte antérieur ou à lui en substituer un nouveau. Chacun des articles a déjà été examiné à quatre reprises au moins, que ce soit dans le premier (A/CN.4/18) ou le second rapport (A/CN.4/46) du professeur Scelle, dans le premier projet présenté à l'Assemblée générale à sa septième session (A/2163, par. 24), ou dans le second projet présenté à l'Assemblée générale à sa huitième session (A/2456, par. 57). Le Secrétariat pourrait faire précéder ce commentaire article par article d'un exposé des principes qui sont à la base du projet. Il serait particulièrement utile à cet égard que le commentaire renferme une bibliographie choisie se rapportant aux questions particulières soulevées à l'occasion de l'examen de chacun des articles. Un index devrait également figurer à la fin du volume. Ce nouveau commentaire, une fois imprimé, constituerait un instrument de travail très précieux pour les chancelleries, les juristes et les praticiens. En achevant cette œuvre, la Commission du droit international et le Secrétariat auraient ainsi conscience d'avoir utilement servi la cause du droit international et de sa codification.

33. Prenant la parole pour une motion d'ordre, M. CARPIO (Philippines) souligne l'importance de la déclaration du représentant d'Israël. La Sixième Commission ne pourra aboutir à une solution satisfaisante du problème qu'après avoir examiné avec le plus grand soin toutes les questions soulevées dans ce brillant exposé de la situation. Il serait donc utile que les membres de la Commission disposent du texte même du discours du représentant d'Israël, et M. Carpio demande au Secrétariat s'il serait possible d'en assurer la distribution à une prochaine séance.

34. M. STAVROPOULOS (Conseiller juridique) indique que le Secrétariat ne pourrait le faire sans s'écarter de la procédure habituelle.

35. M. ROBINSON (Israël) déclare que, pour satisfaire à la demande du représentant des Philippines, il fera miméographier sa déclaration.

36. M. TAMMES (Pays-Bas) voudrait faire quelques observations préliminaires touchant la décision que la Sixième Commission sera appelée à prendre au sujet du projet de convention rédigé par la Commission du droit international. Il s'agit là d'une question préalable, car si la Sixième Commission décide de considérer ce texte comme un modèle et non pas comme le projet d'une convention à laquelle les parties devraient obligatoirement se conformer, certaines questions controversées — notamment celle des clauses finales et celle de la distinction entre dispositions obligatoires et dispositions facultatives — perdront de leur urgence.

37. De l'avis de la délégation des Pays-Bas, la Commission devrait s'efforcer de faire accepter le projet de convention comme un modèle de procédure arbitrale.

L'Assemblée générale pourrait recommander aux Etats Membres de s'inspirer de la procédure prévue dans le projet lorsqu'ils seraient sur le point de conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux spéciaux ou généraux. Le Gouvernement des Pays-Bas a exposé en détail, dans ses observations écrites (A/2899/Add.1), les raisons qui militent en faveur de cette solution, mais M. Tammes voudrait présenter à ce propos certains arguments supplémentaires.

38. Tout d'abord, certains gouvernements ont reproché à la Commission du droit international de vouloir coûte que coûte atteindre à la perfection. Ils estiment que ni le stade actuel de développement du droit international, ni la pratique de l'arbitrage international ne justifient cette ambition. Certains préféreraient la conception traditionnelle de l'arbitrage à la conception de l'arbitrage juridictionnel, qui, cependant, est loin d'être nouvelle. Pour ces raisons, si le projet devait faire fonction de convention, il s'y attacherait un nombre si considérable de réserves que l'objectif poursuivi tout au cours des travaux de la Commission du droit international ne serait pas atteint. Il est donc préférable de conserver le texte initial complet, avec les quelques améliorations que les observations des gouvernements et la présente discussion pourraient permettre d'y apporter. Ce texte aurait alors un effet heureux sur le développement des moyens de règlement pacifique des différends internationaux.

39. La question de la procédure arbitrale a fait l'objet, au cours des dernières années, d'études approfondies de la part de la Commission du droit international, du Secrétariat — qui a rédigé un excellent commentaire — des gouvernements et enfin des juristes. Les articles sur la procédure arbitrale ont donc subi un long et laborieux processus d'élaboration et en sont presque arrivés au stade où ils pourront servir de modèle en matière d'arbitrage. Le mieux que l'on puisse faire est donc de demander à la Commission du droit international d'examiner de nouveau le projet de convention en tenant compte des observations des gouvernements et des débats de la Sixième Commission. Il est certain, dans ces conditions, que le projet de convention sous sa forme définitive aurait une influence durable et salubre sur le développement de la procédure arbitrale.

40. De l'avis de la délégation des Pays-Bas, le projet n'aura cette influence salubre que s'il conserve ses caractéristiques originales. Déjà, dans son rapport sur sa quatrième session, la Commission du droit international distinguait entre le type classique de l'arbitrage et l'arbitrage juridictionnel, qui a prévalu dans le projet adopté. La position que la Commission du droit international a finalement prise en cette matière est le fruit de longs travaux; il est donc essentiel de la préserver. Si la commission ne s'était occupée que de l'arbitrage traditionnel, son œuvre aurait été une œuvre de pure codification. Or, la pratique de l'arbitrage international, telle qu'elle ressort de milliers de compromis, de clauses compromissaires ou de traités d'arbitrage, est très peu uniforme, étant donné la nature très diverse des besoins dans les différents cas d'espèce. Les principes généraux — comme celui que la Commission du droit international a codifié à l'article 11 du projet de convention — sont rares. La véritable fonction de la Commission du droit international, dans cette partie très technique du développement du droit international, est de combler les lacunes qui sont apparues au cours de l'histoire de l'arbitrage. Il appartiendra aux Etats, à l'avenir, de tirer parti des solutions qu'offre le texte établi par la Commission du droit international.

41. Deux genres d'obstacles se sont parfois opposés, dans le passé, à ce que l'engagement d'arbitrage soit suivi d'effet: d'une part, en raison de certaines difficultés, les parties ne pouvaient pas toujours mener la procédure suivie à sa conclusion; d'autre part, il était toujours à craindre que l'une des parties ne se refusât à reconnaître la sentence arbitrale, pour des motifs dont elle se disait seul juge. A cet égard, le concours de la Cour internationale de Justice pourrait être extrêmement précieux. Les appréhensions de certains gouvernements à ce sujet ne sont pas justifiées, car les fonctions de la Cour seraient très limitées et n'enlèveraient pas à la sentence arbitrale son caractère propre. Le rôle de la Cour serait celui d'un agent catalyseur, et elle ne prendrait aucune décision sur le fond même du différend. C'est afin de mieux préciser la nature des attributions de la Cour que le Gouvernement des Pays-Bas a proposé l'amendement au paragraphe premier de l'article 2 (A/2899/Add.1, 2ème partie), qui a trait à la décision préliminaire de la Cour sur l'existence ou sur l'arbitrabilité d'un différend, décision qui a uniquement pour objet de surmonter les difficultés initiales de procédure. L'amendement proposé a pour objet de préciser que cette décision de la Cour ne porte pas préjudice aux pouvoirs des arbitres de fixer leur propre compétence en vertu de l'article 11 ni au pouvoir de la Cour de décider, en vertu de l'article 31, que ces arbitres se sont reconnu indûment cette compétence.

42. La Cour internationale de Justice ne jouerait donc aucunement le rôle que l'on attribue ordinairement à une cour d'appel. Elle n'aurait pas à examiner de nouveau tous les aspects juridiques de la question. Elle ne connaîtrait que des allégations énoncées à l'article 30 du projet de convention; or, les cas prévus à cet article sont rares. Ainsi, le rôle de la Cour en matière de procédure arbitrale serait à tous points de vue secondaire. Son concours cependant aiderait à donner effet à l'engagement de recourir à l'arbitrage, conformément à la volonté initiale des parties. En outre, lorsque la Cour aurait prononcé la nullité d'une sentence arbitrale, le

litige serait soumis à un nouveau tribunal arbitral. Pour ces raisons, la délégation des Pays-Bas estime que les principes d'efficacité et de continuité auxquels le projet de convention actuel tente de donner effet ne portent aucunement atteinte à la nature véritable de l'arbitrage.

43. Certains gouvernements ont néanmoins exprimé la crainte que le principe de l'efficacité ne nuise au principe important selon lequel la sentence arbitrale doit être définitive. Les Gouvernements du Royaume-Uni (A/2456, annexe I, sect. 9) et du Canada (A/2899, sect. 4), notamment, ont éprouvé des doutes sur l'opportunité des articles 29 à 32 du projet de convention, qui traitent de la revision et de la nullité des sentences. La délégation néerlandaise estime à ce propos que les parties doivent demeurer libres de décider, si elles le désirent, que le principe du caractère définitif de la sentence l'emportera. Dans ses propres commentaires sur le projet de convention, qui figurent dans son rapport sur sa cinquième session (A/2456), la Commission du droit international n'a d'ailleurs pas exclu cette possibilité. En outre, si le projet de convention n'est considéré que comme un modèle, le problème ne se pose plus.

44. Les mêmes observations pourraient s'appliquer au rôle auxiliaire de la Cour dans les cas de revision en raison de la découverte d'un fait jusqu'alors inconnu. Ce principe de la revision est généralement accepté depuis les conventions de La Haye et a trouvé place dans le Statut de la Cour internationale de Justice et dans le Pacte de Bogota (1948). Le paragraphe 4 de l'article 29 est destiné à mettre en œuvre ce principe. Dans ses observations sur l'article 29 (A/2899/Add.1, 2ème partie), le Gouvernement des Pays-Bas s'est borné à proposer quelques améliorations d'ordre purement technique.

45. Telles sont les observations préliminaires que la délégation des Pays-Bas désirent présenter au stade actuel de la discussion.

La séance est levée à 13 heures.